

Défis et perspectives de la recherche francophone
en développement international

Colloque présenté dans le cadre du congrès de l'ACFAS
Ottawa, 13-14 mai 2009

Contexte

Neuf ans après le lancement des Objectifs du Millénaire, l'aggravation des inégalités, la multiplication des exclusions, et les nouvelles incertitudes sur l'alimentation, le climat, l'énergie, l'environnement, et la sécurité minent le concept même de développement durable. De plus en plus d'acteurs, étatiques, privés, nationaux, internationaux, questionnent le concept de développement international, tel que conçu, défini et mis en œuvre depuis une quarantaine d'années dans le cadre de l'ONU et des États et sociétés du Sud et du Nord. Ce grand «chambardement» interpelle le monde des chercheurs, d'où la prolifération des études et des projets de recherche sur le développement et sur ce que d'aucuns appellent dorénavant le «post-développement», en mariant, si on peut dire, les thèmes «traditionnels» de l'économie, de la sociologie, de la démographie, des études politiques, de la géographie avec des thèmes plus contemporains comme le développement «durable», l'écologie, la gouvernance, les droits, les études de genre, des recherches sur les acteurs, etc. De toute cette élaboration surgissent de nouvelles interpellations sur la «méthode», tant sur le plan épistémologique que sur le plan éthique : qu'est-ce que veut dire, aujourd'hui en 2009, travailler scientifiquement sur le développement international ?

Objectifs

Notre colloque se propose de faire point sur la recherche provenant des institutions francophones œuvrant sur le développement. Dans quelle mesure contribuons-nous, de manière significative, à ces grands débats susceptibles de réorienter les stratégies, les politiques et les instruments de mise en œuvre dans le champ du développement en ce début du 21^{ème} siècle ? De cette grande question découlent trois objectifs :

- Discuter les grands enjeux qui confrontent le développement international actuellement
- Examiner les principaux travaux en cours dans le monde de la recherche francophone sur le développement (les points forts et les points faibles, les principales thématiques et hypothèses).
- Élaborer de nouveaux mécanismes par lesquels les chercheurs, leurs institutions et leurs réseaux, peuvent être renforcés, notamment dans le Sud.

Bref, nous nous efforcerons de «cartographier» les principales tendances à l'œuvre, d'en discuter le mérite et les limites, et de voir comment aller plus loin, sur la base du travail en réseaux

Structure et participants

Pour animer cette discussion, nous avons invité plusieurs chercheur-es qui proviennent d'Afrique, d'Europe, des Amériques et du Canada. Évidemment, toutes les personnes concernées qu'elles soient du milieu académique, étudiant, professionnel, associatif, sont également conviées, de même que les participant-es au Congrès de l'ACFAS.

Les axes qui seront abordés dans le colloque

1. Le développement et l'aide publique au développement en question

Les programmes d'aide publique au développement mis en place dans les années 1950 ont subi ces dernières années des évolutions contradictoires. La crise (surtout africaine), l'irruption des pays dits «émergents» (surtout en Asie), les grands changements politiques (surtout en Amérique latine), l'explosion des conflits dans le sillon du 11.9.2001 ont bouleversé les méthodes et les concepts des agences de développement que cela soit la Banque mondiale ou l'ACDI. Les recherches en cours tentent de saisir ces transformations, de cerner les acteurs (qui prolifèrent), d'examiner des processus contradictoires comme la militarisation de l'aide, d'engager les pouvoirs publics dans des stratégies plus ciblées pour combattre la pauvreté mais aussi et surtout ses causes multiples

2. Les nouveaux acteurs du développement

Le développement différencié des pays du Sud et de l'Est et les nouveaux regards portés sur la coopération découlent de l'émergence depuis 10 à 15 ans d'acteurs privés incontournables. Il s'agit d'abord des grandes entreprises transnationales (investissement direct étranger), mais aussi, à travers les flux financiers, l'action des petites et moyennes entreprises, etc. Parallèlement, le secteur privé intervient maintenant via et tout un éventail de fondations à but caritatif souvent aussi puissantes que bien des États ou des organisations internationales intergouvernementales. À côté de ce premier groupe d'acteurs, il y a le développement d'expériences riches et variées dans le secteur de l'économie dite sociale ou solidaire, remettant en scène des associations de statut et de taille très varié. Ainsi la frontière entre le public et le privé, jamais clairement inscrite dans les pratiques de développement au Sud, doit être revisitée et prendre en compte toutes ces évolutions.

3. Développement et environnement

Le concept de développement durable a fait son chemin depuis les 15 dernières années dans les débats et au sein des grandes agences de développement international. La question environnementale fait également maintenant partie intégrante des politiques de lutte à la pauvreté mondiale. À travers la planète des groupes de chercheurs et des réseaux multidisciplinaires francophones s'activent pour comprendre et identifier les tenants et les aboutissants des crises environnementales alors que les progrès et la diffusion des technologies de l'environnement proposent également des solutions. L'adaptation des sociétés à ces défis de taille est également au cœur des recherches sur le développement et l'environnement.

4. Reconstruction, développement et construction de la paix

Depuis les événements du 11 septembre 2001, le concept d' "État fragile" occupe une place de choix dans les débats. Havres pour le terrorisme pour certains, trous noirs des droits humains, ou encore exemples des limites du projet de développement postcolonial pour d'autres, les États fragiles sont devenus un sujet de préoccupation pour les grandes et 'moyennes' puissances, ainsi que pour les grandes agences de développement international. Les chercheurs ne sont pas en reste. Quoique les sources du débat universitaire sur la force ou la faiblesse de l'État remontent à bien des décennies, ce programme de recherche connaît certainement un renouveau depuis quelques années. L'objectif de cet atelier sera double : faire un constat, d'un point de vue francophone, de l'état de la recherche sur les États fragiles, et explorer l'envergure des contributions francophones du sud à la compréhension et à l'action en termes de fragilité étatique, du nord et tant que du sud.

5. Besoins et droits fondamentaux

Le concept de « besoins fondamentaux » est apparu dans les cercles de chercheurs et le milieu des ONG à la fin des années 60. Avec la reconnaissance, au début de la décennie 90, de la lutte contre la pauvreté comme objectif prioritaire des efforts de l'aide publique au développement, il y a eu prise en compte implicite par les programmes d'aide de la nécessité de satisfaire les besoins fondamentaux des personnes vulnérables. Mais cette prise en compte s'est avérée très variable selon les donateurs. À l'heure actuelle, les besoins fondamentaux se

retrouvent au centre de la moitié des Objectifs du Millénaire qui, pour quasiment tous les gouvernements, les institutions internationales telles que l'ONU ou la Banque mondiale, tout comme pour la majorité des organisations non gouvernementales, constituent un dénominateur commun en terme d'objectifs à atteindre à moyen terme. L'objectif de cet atelier est donc d'explorer comment et dans quelle mesure ce concept est traduit ou interprété dans la recherche et la pratique du développement, en particulier dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'éducation et d'en discuter les implications pour la dimension égalité des genres.

Pour inscription

Puisque ce colloque se situe dans le cadre de l'ACFAS, les personnes intéressées doivent s'inscrire directement auprès de l'ACFAS : http://www.acfas.ca/congres/a_propos.html

Pour d'autres informations spécifiques concernant le colloque, veuillez communiquer avec

Pierre Beaudet
Professeur et directeur adjoint
École de développement international et de mondialisation (ÉDIM)
Faculté de sciences sociales, Université d'Ottawa
613 562 5800, poste 4049
Ou par courriel : pbeaudet@uottawa.ca

Et

Charmain Levy
Professeure de développement international et sciences sociales
Département de travail social et des sciences sociales
Université du Québec en Outaouais
819-595-3900, poste 2337
charmain.levy@uqo.ca